

À propos de "La faillite de la stratégie atomique" et d'articles récents

Autor(en): **Montfort**

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **104 (1959)**

Heft 7

PDF erstellt am: **02.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

A propos de « La faillite de la stratégie atomique »¹ et d'articles récents

Le général Beaufre, chef d'état-major adjoint du SHAPE, s'est efforcé de réfuter, dans le numéro de juin dernier de la *Revue de Défense Nationale*, certaines idées de l'ouvrage du Lt. colonel F. O. Miksche que nous avons tenté de résumer dans le numéro de février de la R.M.S. Mais ces mises au point se sont croisées avec de nouvelles précisions, de nouveaux développements, de l'auteur de « La faillite de la stratégie atomique », parus dans le numéro du mois de mai de la *Revue Militaire Générale*².

Le général Beaufre prétend tout d'abord que le Lt. colonel Miksche ne saurait posséder l'information complète qu'il est nécessaire d'avoir pour traiter le problème qu'il a abordé. Les possibilités atomiques, les projets et surtout les intentions d'emploi de l'arme nucléaire par les deux blocs sont secrets, au même titre que l'était, au cours des précédentes guerres, un plan d'opérations.

Et le « déterrent » ne vise pas seulement à dissuader l'adversaire, ne cherche pas uniquement à avoir un effet de « repoussoir » quant à ses projets, comme on le croit généralement, mais il est surtout « l'assurance d'avoir la capacité de détruire en tirant le second ».

Si l'on conçoit que les projets et surtout les intentions des *deux* antagonistes soient confidentiels, cachés et partant difficiles à déterminer, nous comprenons mal comment l'un des deux pourrait avoir l'assurance de détruire son adversaire « en tirant le second », sans savoir... s'il ne sera pas touché le premier !

En accord avec le Lt. colonel Miksche sur ce point, le général Beaufre admet la nécessité pour l'OTAN d'avoir des forces conventionnelles « suffisantes ». Il précise même que la doctrine actuelle du SHAPE entend compléter le « déterrent » par l'existence de ces forces, car le rôle du « bouclier » est bien considéré comme capital, non seulement dans la stratégie de dissuasion mais également pour le cas où un conflit éclaterait malgré tous les « déterrents ».

Seulement voilà, ces forces « suffisantes » n'existent pas et nous ne voyons guère quand cette grave lacune sera comblée. L'argument

¹ Voir R.M.S., février 1959.

² « Une défense mobile est-elle possible ? ».

du lt. colonel Miksche¹ concernant le danger que présente l'absence de forces traditionnelles importantes garde donc toute sa valeur, puisque son contradicteur admet qu'actuellement « les opinions publiques de plusieurs nations de l'OTAN, mal informées, tendent à restreindre leur effort militaire classique parce qu'elles croient encore que le « déterrent » global suffit à assurer leur sécurité. »

Il est évident qu'avec le renforcement du bouclier jusqu'à suffisance, la paralysie atomique, soulignée très fortement par Miksche, *devrait* disparaître. Du reste, d'après le général Beaufre, la paralysie est d'ordre politique et non atomique et le manque d'initiative, dont parle l'auteur de « La faillite de la stratégie atomique », résulte de divergences entre Alliés. « L'arme atomique ne doit pas être rendue responsable des conséquences d'une politique strictement défensive. » On peut se demander si cette réponse est pertinente et si la « stratégie du suicide », qui enferme l'Ouest dans le dilemme « céder ou recourir à la guerre totale », n'est quand même pas à l'origine de la paralysie politique ou qu'elle n'en est pas, pour le moins, une des causes principales. Relevons que le chef d'état-major adjoint du SHAPE n'admet pas que l'on parle de « stratégie du suicide » puisqu'il prétend être sûr de toucher « en tirant le second ». Cela a un petit air Fontenoy dont pourtant on est bien loin.

Le retour à la tactique classique, préconisé par Miksche, est considéré comme dangereux par son contradicteur. Avec 60 divisions, dont un tiers (en partie blindées) en réserve, on ne pourrait déployer, sur les 750 km du théâtre Centre-Europe, qu'une division par 18 km de front. Ce serait donc une « croûte », mince et statique, incapable de résister aux puissantes attaques à l'emporte-pièce du type soviétique qu'il est impossible de briser avec des moyens de feux classiques.

Mais, dans l'article de la *Revue Militaire Générale* déjà cité et postérieur à son ouvrage, Miksche s'explique. L'emploi des armes atomiques dites tactiques, « si faible qu'en soit le calibre, entraînera vraisemblablement celui des armes stratégiques, ce qui paraît rendre impossible une limitation de la guerre atomique. S'il en est ainsi, la possession d'armes atomiques tactiques ne peut donc remplacer l'insuffisance des troupes classiques, *surtout du point de vue politique*. La distinction entre armes stratégiques et tactiques conduit la pensée militaire à des erreurs. La théorie selon laquelle on peut compenser une infériorité numérique par la puissance du feu nucléaire est absurde. »

Et si le général Beaufre trouve exagéré que Miksche donne un front de 18 km à une division, ce dernier rappelle que dans les

¹ Voir R.M.S., février 1959.

manœuvres occidentales on engage fréquemment une division dans un secteur large de 40 à 50 km. « Qu'arriverait-il si des unités opérant dans un ordre aussi dispersé, pénétraient dans une région tenue par de l'infanterie qui recourrait aux méthodes de la guérilla ?¹ Des éléments d'assaut, insaisissables aux projectiles atomiques, pourraient, avec des armes très simples, détruire de coûteux blindés. Si les unités mécanisées, largement dispersées, ne peuvent s'appuyer sur de l'infanterie, elles risquent d'être détruites en détail par des armes très simples et des méthodes de combat primitives. En les coupant de leur ravitaillement, il serait même possible de les user par des opérations de guérilla, systématiquement menées par des troupes régulières, avant qu'elles ne puissent atteindre leur but. »²

La réussite d'opérations de ce genre, de pénétration hardie à la Patton, exige une situation semblable à celle du front ouest, en 1944-1945, où 10 000 avions alliés faisaient face à quelques centaines d'avions allemands.

Et Miksche arrive finalement aux conclusions et aux propositions suivantes :

— La solution du SHAPE de mener une défense mobile avec 16 à 20 divisions serait obligatoirement liée à l'emploi des armes nucléaires, *ce qui conduit politiquement l'OTAN à la paralysie atomique.*

— Une défense mobile avec des moyens conventionnels le long de l'Elbe, suivie d'une contre-offensive en direction de l'Oder, sans recourir aux armes atomiques, réclamerait au moins 60 à 70 divisions actives *équipées de façon ultra-moderne*, ce qui signifierait un investissement global, pour les forces terrestres seulement, de 6000 à 7000 milliards de francs français, plus 300 milliards comme frais de maintenance dans les années suivantes. Cette solution est inacceptable pour des raisons économiques.

— Il n'y a pas d'autre système réalisable que celui qui consiste à créer une zone fortifiée, tenant compte des conditions de notre époque, le long du rideau de fer, car il est impossible de concevoir qu'on lâche le terrain entre l'Elbe et le Rhin.

Et l'auteur de « La faillite de la stratégie atomique » de préciser, une fois de plus, qu'avec 60 à 70 divisions rustiques en position, qu'on pourrait appeler *divisions antichars*, et 10 divisions blindées pour les contre-attaques, il s'agirait de tenir sur une profondeur suffisante, environ 20 km (réponse à la croûte du général Beaufre), en employant des

¹ Notre guerre de chasse. « Conduite des troupes », treizième chapitre, page 143.

² Cette situation n'est pas sans rappeler celle des récentes manœuvres du 1.CA.

procédés de *défense active*. Le front de 18 km par division ne paraît pas préoccuper le Lt. colonel Miksche. ¹

Le bouclier n'étant plus une « passoire », les armes nucléaires — en quantité relativement réduite — seraient quand même là, « en puissance »; en somme comme *ultima ratio*.

Cette solution, bien sûr, rappelle trop aux Français la Ligne Maginot ou la Ligne Weygand. Elle semble toutefois logique, car comparaison n'est pas raison. La faillite de la bataille de France a résulté davantage de la conduite du combat et du moral des défenseurs que du dispositif lui-même.

En résumé les positions essentielles nous paraissent les suivantes :

Miksche estime que les forces conventionnelles sont d'abord nécessaires et que seules — avec un appui d'engins atomiques « en puissance » — elles sont compatibles avec une manœuvre politique qui devrait pouvoir être nuancée et avec les moyens financiers possibles.

Beaufre persiste à maintenir la stratégie du « déterrent ». Il prétend obtenir de surcroît des forces suffisantes pour avoir un bouclier valable. Bouclier et « déterrent », dans un rapport difficile à définir, sont maintenant les deux composantes indispensables de toute défense nationale. En outre, des forces classiques importantes sont nécessaires pour faire face à une agression en surface de forme révolutionnaire.

Dans le fond, les deux points de vue ne sont pas absolument séparés. Mais la solution du chef d'état-major adjoint du SHAPE ne semble pas réalisable, notamment pour des raisons financières, puisque l'OTAN n'a pas encore pu mener à chef le projet adopté à la Conférence de Lisbonne, en 1952, de créer 50 divisions d'active et 50 de réserve. ²

Colonel-div. Monfort

¹ Il ne nous préoccupe personnellement pas non plus. Dans nombre de cours des états-majors ou opératifs, comme aussi dans bien des manœuvres, nous aurions été heureux, comme commandant de division, de n'être pas responsable d'un secteur plus large ! Mft.

² Actuellement, l'Ouest dispose de 16 à 21 divisions (d'après Miksche).